

ACTUALITE REGIONALE

L'agence Fitch Ratings maintien la note « AAA » de la BAfD

[L'agence de notation Fitch Ratings a maintenu la note de la Banque africaine de développement \(BAfD\) à «AAA», avec une perspective stable.](#) Cette note est motivée par le soutien extraordinaire que reçoit la BAfD de ses actionnaires. En outre, l'agence estime que les politiques de gestion des risques de la Banque sont conservatrices et excellentes. Son profil de liquidité est également excellent et sa capitalisation est jugée forte, reflétant un solide ratio capitaux propres / actifs. Pour rappel, [l'agence Standard and Poor's avait également maintenu le mois dernier, la note de la BAfD à « AAA », avec une perspective stable.](#)

La BAfD accorde 305 M USD au G5 Sahel pour la lutte contre la pandémie de COVID-19

[Le conseil administration de la BAfD a approuvé, le 22 juillet, un appui budgétaire global de 284,8 M USD pour soutenir les efforts des pays du G5 Sahel](#) (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) dans la mise en œuvre de leurs plans de riposte à la pandémie de COVID-19 et de relance économique. Par pays, le Burkina Faso bénéficiera d'un financement total de 54,6 M USD ; le Mali : 48,9 M USD, la Mauritanie : 10,2 M USD ; le Niger : 108,8 M et le Tchad : 61,2 M USD. En outre, [la BAfD a également conclu un accord de financement de 20 M USD avec l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés et le G5 Sahel](#) en vue de lutter contre la propagation de la pandémie et limiter son impact social et économique spécifiquement dans les zones les plus touchées par les conflits et la violence, avec une forte concentration de personnes déplacées et une présence limitée des institutions gouvernementales.

Reprise des émissions de Bons Social COVID-19 dans l'UEMOA

La phase 2 du programme des émissions de Bons Social COVID-19 démarrera à compter du 27 juillet pour s'achever le 13 août 2020. Selon le [calendrier publié par l'Agence UMOA-Titres](#), les Etats membres de l'UEMOA ambitionnent de lever durant cette période 791,1 Mds FCFA (1,2 Md EUR), dont 34% par la Côte d'Ivoire. Pour rappel, les Bons Social COVID-19 sont des bons du Trésor de maturité 3 mois émis à des taux inférieurs ou égaux à 3,75%. De plus, ils peuvent être refinancés au taux fixe de 2,5% sur un guichet spécial à trois mois ouvert par la BCEAO au bénéfice des établissements financiers. La première phase du programme, qui s'est déroulée du 27 avril au 14 mai 2020, a permis de mobiliser 1 172 Mds FCFA (1,8 Md EUR), dont 45,6% par la Côte d'Ivoire, suivie du Bénin (11,3%) et du Niger (9,4%).

BENIN

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage du Complexe hôtelier de la Marina confiée à Halcyon Hospitality Advisors

[Le Gouvernement béninois a confié à la société britannique Halcyon Hospitality Advisors une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage](#) en vue de la conception et du développement du Complexe hôtelier de la Marina près de la Porte du non-retour à Djègbadji, dans la commune de Ouidah. La réalisation de cette infrastructure contribuera à développer l'offre touristique du Bénin et comprendra : un parking paysager de 350 places ; l'esplanade touristique avec restaurants, bars et sites de divertissement ; la reconstitution historique d'un bateau négrier ; une zone hôtelière d'environ 130 lits ; la promenade flottante sur la lagune ; plusieurs parcs et jardins.

Cession par l'Etat des infrastructures de débarquement de produits halieutiques

[Le Conseil des ministres a décidé ce mercredi de faire réhabiliter les infrastructures de débarquement de produits halieutiques installées autour du lac Ahémé](#) par des partenaires ayant manifesté un intérêt pour leur exploitation. Constituées de deux bases obligatoires de contrôle et de douze plateformes de transfert, ces infrastructures ont été érigées en 2010, mais n'ont jamais pu être mises en service et ont plutôt été

vandalisées. Représentant un important maillon du système amélioré de collecte des crevettes destinées à l'exportation et répondant aux normes internationales, elles sont indispensables pour la maîtrise de la sécurité sanitaire des produits de pêche au Bénin.

11 contractants choisis par le MCA pour apporter l'électricité hors réseau à 451 000 personnes

[Le Millenium Challenge Account Bénin II \(MCA-Bénin II\) a publié la liste des 11 entreprises retenues pour le 2^{ème} appel à projets de la Facilité d'énergie propre hors réseau \(OCEF\)](#). Les entreprises sélectionnées mettront en place des projets de construction et d'exploitation de mini-réseaux solaires (8), des projets de distribution de systèmes solaires domestiques (2) et un (1) projet d'efficacité énergétique. L'ensemble de ces différentes initiatives permettront d'augmenter la capacité de production en énergie de 13,4 MW et de fournir une énergie fiable et de qualité à 128 localités par des mini-réseaux solaires et à 39 localités à travers les systèmes solaires domestiques. Le montant total des investissements à mettre en œuvre par les entreprises lauréates est de 69,5 M USD, dont 41,6 M USD apporté par les promoteurs privés et 27,9 M USD par le MCA-Bénin II.

BURKINA FASO

Succès de l'emprunt obligataire « TPBF 6,50 % 2020-2028 »

Le ministère des Finances a annoncé la clôture avec succès de l'emprunt obligataire « TPBF 6,50 % 2020-2028 » lancé le 18 juin 2020. Cette opération visait à mobiliser un montant indicatif de 130 Mds FCFA (198 M EUR) en faveur du Trésor public burkinabé en plusieurs tranches, un montant indicatif à mobiliser pour la première tranche, du 18 juin au 2 juillet 2020, de 80 Mds FCFA (122 M EUR). A la clôture le 2 juillet 2020, le montant total mobilisé était de 132,6 Mds FCFA (202 M EUR), soit un taux de mobilisation de 165,7% et supérieur de 2% au montant recherché in fine.

Les budgets de la sécurité et de la défense préservés dans la LFR

Alors que la loi de finances rectificative (LFR) pour l'exercice budgétaire 2020 affiche des annulations budgétaires pour un montant total de 222 Mds FCFA (338,3 M EUR), 2 ministères ont été épargnés : celui de la Défense (222,9 Mds FCFA, soit 339,7 M EUR) et celui de la Sécurité (104 Mds FCFA, soit 158,5 M EUR), pour un budget cumulé de près de 328 Mds FCFA (environ 500 M EUR). Toutefois, les budgets de ces deux ministères accusent une baisse en nominal par rapport à 2019 où ils s'élevaient respectivement à 277,7 Mds FCFA (423 M EUR) et 113,7 Mds FCFA (173,2 M EUR).

Nouvelles mesures fiscales issues de la LFR

Parmi les grandes innovations de la Loi de finances rectificatives (LFR) 2020, l'on peut noter [des mesures d'ordre fiscal dont l'objectif est de soutenir les entreprises durement impactées par la crise de COVID-19](#). Il s'agit entre autres : (i) de la réduction de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui passe de 18% à 10% pour les prestations d'hébergement et de restauration fournies par les hôtels, les restaurants et organismes assimilés agréés ; (ii) de l'exemption des contribuables exerçant une activité professionnelle à titre indépendant dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 15 M FCFA ; (iii) de l'exonération des droits de douanes et de la TVA portant sur l'importation et la vente des produits pharmaceutiques, des consommables médicaux et équipements entrant dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 au titre des mois d'avril à juin 2020 ; (iv) de l'exemption de la taxe patronale et d'apprentissage ainsi que du minimum forfaitaire au profit des entreprises du secteur du transport de personnes, de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme sur la période d'avril à juin 2020, etc. En outre, désormais, les modalités de répartition de la taxe spécifique sur les entreprises de télécommunication seront déterminées par arrêté du ministre chargé des Finances. Perçue à 7% sur le chiffre d'affaires hors taxe, la loi prévoyait initialement une clé de répartition de 20% pour le budget de l'Etat et 80% pour la promotion du sport, la promotion de la culture, la promotion des technologies de l'information et de la communication, l'équipement et la modernisation de l'administration financière.

Lancement du projet ARCHIPELAGO

Prévu en mars 2020, [le projet « ARCHIPELAGO » a été finalement lancé le 16 juillet 2020 à Ouagadougou](#). D'un montant de 400 M FCFA (609,8 M EUR), [ce projet](#), soutenu par l'Union européenne, intervient dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique qui est déployé dans 12 pays du Sahel et de la zone du Lac Tchad. Au Burkina Faso, son objectif est de contribuer au développement de la filière mangue par un accompagnement bénéficiant en priorité aux jeunes et aux femmes. Ce projet sera mis en œuvre dans les régions des Cascades, des Hauts Bassins (sud-ouest) et du Centre. Les principaux acteurs et partenaires du projet sont la Chambre des Métiers de l'Artisanat du Rhône identifiée comme Chef de file, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso, la Chambre des Métiers de l'Artisanat du Burkina Faso, l'Organisation Internationale pour la Migration, la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso et les associations et groupements professionnels d'acteurs de la filière mangue.

CAP VERT

Baisse de 66% des recettes touristiques anticipée pour 2020

Dans une [annexe au projet de budget rectificatif pour 2020](#), le gouvernement capverdien estime que la baisse de la demande touristique atteindra 59% en 2020, contre une hausse de 6,6% anticipée dans le budget initial. Le nombre de touristes passerait ainsi de 819 000 en 2019 à 337 555 cette année. Le tourisme représente environ 25% du PIB du pays et cette baisse se traduirait par une baisse de 66% des recettes du secteur en 2020, passant de 43 Mds CVE (388 M EUR) en 2019 à 15 Mds CVE (135 M EUR) en 2020. Le ministre du Tourisme a affirmé que le Cap-Vert ne retrouverait qu'en 2023 les niveaux antérieurs d'entrée de touristes dans le pays.

Croissance du PIB de 5,8% au premier trimestre 2020

Selon [l'Institut national de la statistique](#), le PIB capverdien a cru de 5,8% au premier trimestre 2020 par rapport à l'année dernière, après 5,9% au quatrième trimestre 2019. La consommation privée et l'investissement ont tiré la croissance, avec des hausses respectives de 4,1% et 43,2%. En revanche, les exportations ont diminué de 4,6% et les importations ont augmenté de 8,5%. L'évolution de la valeur ajoutée brute par secteur et leur contribution à la croissance du premier trimestre sont les suivantes : agriculture (+10,9% ; 0,5 pp), industrie manufacturière (+12,5% ; 0,9 pp), construction (+18,5% ; 1,7 pp), commerce (+1,7% ; -0,02 pp), transport (+8,5% ; 0,9 pp), hébergement et restauration (-8,5% ; -0,4 pp).

Soutien de l'UE de 12,25 M EUR pour la relance économique

[L'Union européenne va soutenir les efforts du gouvernement](#) capverdien dans la mise en œuvre des réformes d'urgence visant à atténuer les effets économiques et sociaux causés par la pandémie. Cet appui budgétaire de 12,25 M EUR vise également à mettre en place les mesures de santé et d'hygiène pour les travailleurs en situation de vulnérabilité. Cette contribution vient s'ajouter aux 5 M EUR décaissés par l'UE au début de la pandémie.

CÔTE D'IVOIRE

Hausse des prix de 2,8% en glissement annuel en juin 2020.

[L'indice harmonisé des prix à la consommation \(IHPC\) du mois de juin 2020 a enregistré une hausse de 2,8% en glissement annuel](#). Cette hausse est principalement imputable au renchérissement des prix des fonctions « Transports » (+4,9 %) et « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+4,8 %). En moyenne annuel, le taux d'inflation s'établit à 1,6% en juin, en dessous de la norme de convergence de l'UEMOA de 3%.

Conférence de planification pour l'élaboration du Plan National de Développement 2021-2025

[Le ministère du Plan et du Développement a organisé une conférence de la planification pour l'élaboration du Plan National de Développement \(PND\) 2021-2025, avec l'appui technique de l'Organisation de](#)

[Coopération et de Développement Economique \(OCDE\)](#). Elle avait pour objectif de présenter les conclusions majeures du diagnostic stratégique ainsi que les propositions de piliers du prochain PND 2021-2025. Ainsi, au titre du diagnostic, l'on peut noter entre autres : une croissance forte et soutenue (7% en moyenne) entre 2012 et 2019, mais toutefois peu inclusive ; (ii) une transformation structurelle de l'économie, toutefois lente, en faveur du secteur secondaire ; (iii) un niveau d'investissements directs étrangers encore relativement faible par rapport à plusieurs pays de la sous-région.

Accord de financement entre la Société Financière Internationale et NSIA Banque CI

[NSIA Banque Côte d'Ivoire, filiale du Groupe panafricain NSIA, et la Société Financière Internationale \(SFI\), filiale du groupe Banque mondiale, ont procédé à la signature d'un accord de financement dans le cadre de la lutte contre la COVID-19](#). Cette convention offre un prêt senior d'un montant maximum de 25 M EUR (16 Mds FCFA) pour un an, renouvelable 1 fois. Il s'inscrit dans le programme de soutien financier au secteur privé (TPE et PME) et vise à fournir un financement aux banques clientes de la SFI dans les pays émergents. Ce partenariat constitue une continuité de la collaboration entre les deux acteurs : la SFI avait pris part à l'émission du Fonds Commun de Titrisation de Créances de NSIA Banque sur la période 2020-2025 pour un montant de 27 M EUR (17 Mds FCFA) et un taux de 7%.

Le secteur du transport interurbain enregistre une perte estimée à 73 M EUR

Le secteur du transport, particulièrement impacté depuis le début de la crise sanitaire, a pu reprendre ses activités de transport vers les villes de l'intérieur de la Côte d'Ivoire dès la levée de l'isolement du grand Abidjan. [La coordination nationale des gares routières de Côte d'Ivoire \(CNGRCI\) a annoncé une perte de près de 73 M EUR \(84 Mds FCFA\) pour le sous-secteur du transport interurbain après 4 mois d'inactivités](#). A cette perte, s'ajoute le poids du service de la dette des transporteurs et les contraintes techniques incompressibles, notamment l'expiration des visites techniques et des assurances automobiles. Bien que concernés par les mesures de soutien gouvernemental (réduction de 25% de la patente de transport), les acteurs du secteur n'ont pas tous profité de cette facilité du fait des paiements annuels de ces taxes.

Signature de la convention pour l'exploitation de la bauxite de Bénéné dans l'Est du pays

[L'Etat de Côte d'Ivoire a signé une convention avec la première entreprise minière ivoirienne productrice de bauxite « Lagune Exploitation Bongouanou SA » pour l'exploitation de la bauxite à Bongouanou \(Est de la Côte d'Ivoire\)](#). Cette convention est l'avenant n°1 à la convention minière conclue le 3 novembre 2017 avec la société et vise à permettre au groupe minier de développer le projet de bauxite de Bénéné. Elle vise également le renforcement des obligations de la société en matière de certification des réserves, d'indemnisation des populations impactées et de respect des règles de gouvernance.

GUINEE

L'Etat condamné par la CEDEAO à verser 47,5 M USD à K-Energie

[La Cour de justice de la CEDEAO a condamné l'Etat guinéen à verser 47,5 M USD à l'énergéticien K-Energie en raison de violation des droits de propriété](#), notamment en privant l'entreprise de l'usage de ses actifs. Elle a également ordonné la restitution de tous les avoirs de la compagnie, qui avaient été saisis. K-Energie avait saisi la juridiction régionale en 2018. Elle avait fourni 50 MW d'électricité à la Guinée pendant plusieurs mois. Lorsque la compagnie a fait faillite, l'Etat guinéen a obtenu le transfert de ses équipements d'une valeur de 150 M USD à une autre entité, la Guinéenne d'électricité (GDE), pour continuer à bénéficier de cette énergie.

LIBERIA

Report de la ratification d'un prêt en faveur du secteur de la santé par l'Assemblée nationale

[Le Président George Weah a soumis à l'Assemblée législative pour ratification un accord de prêt de 54 M USD de la Banque mondiale en faveur du Libéria](#) qui soutiendra l'expansion et l'opérationnalisation du nouveau site du « Redemption Hospital » à Caldwell, dans le comté rural de Montserrado, dans le cadre du projet IFISH

(Institutional Foundations to Improve Services for Health). Mais, contrairement à ses attentes, la plénière a voté en faveur d'une motion visant à transmettre l'accord de prêt au Comité compétent du Sénat qui présentera ensuite ses conclusions à l'Assemblée, après le retour des législateurs de la célébration de la fête de l'Indépendance le 26 juillet. [L'accord de prêt avait été approuvé le 21 mai par le conseil d'administration de la Banque mondiale](#) et vise principalement à réduire la mortalité des femmes enceintes et à améliorer la santé, le bien-être et la survie des adolescentes.

MALI

Un investissement de 20 M USD pour développer le projet aurifère de Diba

[Selon l'évaluation économique préliminaire conduite par Altus stratégies](#), compagnie minière britannique, le développement du projet aurifère de Diba (mine à ciel ouvert) ne nécessitera que 20 M USD, par ailleurs récupérables en 6,9 mois après l'entrée en production de la mine. La production annuelle ciblée est de 52 000 onces et la durée de vie estimée à 39 mois. Le coût global de production de l'once devrait être de 635 USD. Diba générerait ainsi des flux d'exploitation de 235 M USD. Ces calculs, effectués sur la base d'un cours de l'once à 1 500 USD, conduisent à une valeur actuelle nette de 81 M USD (118 M USD si le prix de l'or fixé à 1 800 USD l'once) après impôts et un taux de rentabilité interne de 469% (590%).

MAURITANIE

Publication du 3^{ème} rapport de la Banque mondiale sur la situation économique en Mauritanie

Le récent [rapport de la Banque mondiale sur la situation économique en Mauritanie](#) souligne que la croissance économique du pays a atteint en 2019 son plus haut niveau au cours des dix dernières années, passant d'une croissance de 2,1% en 2018 à 5,9% en 2019, tirée notamment par le rebond du secteur extractif dû à la hausse de la production minière. Les réformes budgétaires se sont poursuivies et ont permis de maintenir un excédent budgétaire (hors dons) pour une deuxième année consécutive, atteignant 0,4% du PIB en 2019. En 2020, l'économie mauritanienne sera sévèrement touchée par la pandémie, entraînant une récession estimée entre 2 et 6,8% en raison du ralentissement économique en Europe et en Chine (principaux partenaires commerciaux de la Mauritanie), de la baisse des IDE et de la consommation domestique (mesures de restrictions). La croissance rebondirait à 4,2% en 2021.

L'UE annonce une aide humanitaire de 9 M EUR en 2020

[L'UE a décidé d'allouer 9 M EUR d'aide en 2020 pour des projets humanitaires en Mauritanie](#), afin d'aider les personnes dans le besoin souffrant de pénuries alimentaires, en particulier dans le sud du pays, ainsi que les réfugiés vulnérables et leurs communautés d'accueil. Une partie du financement soutiendra aussi la lutte contre la pandémie de COVID-19. L'aide alimentaire financée par l'UE en Mauritanie est en grande partie fournie par une assistance en espèces afin que les ménages puissent acquérir ce dont ils ont le plus besoin. En 2020, cette aide touchera environ 62 000 mauritaniens ainsi que les réfugiés du camp de M'bera. Depuis 2007, l'UE a soutenu l'aide humanitaire en Mauritanie avec un montant total de plus de 113 M EUR.

L'entreprise émirati CONFID ETGI déclarée attributaire du marché de fourniture des engrais

[L'émirati CONFID ETGI vient d'être déclaré attributaire du marché de gré à gré de fourniture des engrais du Commissariat \(mauritanien\) à la sécurité alimentaire \(CSA\) d'un montant de 5,2 MUSD](#). A l'ouverture des plis, le chinois Agro China avec une offre chiffrée à 5,6 M USD était le moins disant, suivi du suisse Ameropa avec 5,8 M USD (société adjudicataire en 2019 d'un contrat de 10 M USD.) Le CSA a ignoré les résultats de l'appel d'offres pour passer un contrat de gré à gré avec l'entreprise émiratie.

Le gouvernement repousse l'âge de la retraite des fonctionnaires à 63 ans

[L'âge de départ à la retraite va passer de 60 à 63 ans suite à une décision prise au cours du Conseil des ministres le 16 juillet 2020](#). Cette augmentation est portée par un projet de loi réorganisant le statut général des fonctionnaires et agents de l'État. Il passera prochainement devant le Parlement pour adoption.

NIGER

Vers la mise en œuvre de l'accord pétrolier entre le Niger et le Nigéria ?

[Le 17 juillet 2020 à Niamey, s'est tenue une rencontre d'échanges entre le ministère nigérien du pétrole et une délégation du Nigéria](#), conduite par le directeur général de la Nigeria National Petroleum Corporation (NNPC), en vue de renforcer la coopération dans le domaine pétrolier entre les deux pays. Elle s'inscrit notamment dans le cadre de la reprise de l'exportation des produits pétroliers du Niger vers le Nigéria. Selon le directeur général de la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP), le Niger a exporté au Nigéria environ 2 M de tonnes de carburant et 100 000 tonnes de GPL depuis la mise en service de la SORAZ en 2012. Pour rappel, les deux pays ont signé en juillet 2018 un Accord bilatéral qui comprend la construction d'un pipeline d'hydrocarbures et d'une raffinerie dans l'Etat de Kaduna.

Inauguration de l'hôpital de district de Loga réhabilité

Après sa réhabilitation, [l'hôpital de district de Loga, dans la région de Dosso, a été inauguré le 21 juillet 2020](#) par le ministre de la Santé. Les travaux, qui ont coûté plus de 430 M FCFA (655 000 EUR) ont été financés par l'agence belge de développement Enabel à travers son Programme d'appui au système de santé (PASS).

SENEGAL

Le Sénégal bénéficie de l'initiative pour la suspension du service de la dette (ISSD)

[Le 21 juillet 2020](#), les représentants des pays créanciers du Club de Paris ont accepté d'accorder au Sénégal une suspension du service de la dette pour une durée déterminée, du 1^{er} mai au 31 décembre 2020. L'Etat sénégalais s'est ainsi engagé (i) à consacrer les ressources libérées par cette initiative à l'augmentation des dépenses dédiées à atténuer l'impact sanitaire, économique et social de la crise COVID-19 ; (ii) à demander à tous ses autres créanciers officiels bilatéraux un traitement du service de la dette conforme à la fiche agréée. Cette initiative contribuera également à aider le pays à améliorer la transparence et la gestion de la dette.

2,5 Mds FCFA pour la construction d'un centre de formation aux métiers du pétrole

[Le gouvernement sénégalais va investir 2,5 Mds FCFA \(3,8 M EUR\) en partenariat avec la Banque africaine de développement \(BAfD\) pour la construction d'un centre de formation aux métiers du pétrole et du gaz](#). Le 18 juillet, les membres du gouvernement sénégalais ont visité le site du centre de formation aux métiers du pétrole et du gaz, qui serait construit dans la zone de Bango, à Saint-Louis. Selon le Ministre de la formation professionnelle Dame Diop, le projet viserait à faire participer les jeunes à l'exploitation gazière et pétrolière, ajoutant que le centre aurait une vocation sous régionale du fait de la situation géographique et de l'exploitation pétrolière avec la Mauritanie. Les travaux de construction du centre auraient démarré et seraient réceptionnés dans 24 mois. Il aurait une capacité initiale de 2 000 étudiants, formés selon les normes et standards internationaux.

SIERRA LEONE

Le projet Bumbuna II obtient un appui financier de 6 M USD auprès d'InfraCo

[InfraCo Africa, société membre du Private Infrastructure Development Group \(PIDG\), et Joule Africa, développeur et exploitant de projets d'énergie durable, ont conclu un accord de financement de 6 M USD pour soutenir le projet de construction de la centrale hydroélectrique de Bumbuna II](#). L'infrastructure d'une capacité de 143 MW sera construite sur le fleuve Seli par Joule Africa, via sa filiale Seli Hydropower. Le bouclage financier et le début des travaux de construction sont prévus pour le courant de l'année 2021 et la durée des travaux est fixée à 46 mois. Le projet a déjà reçu le soutien de la [Banque de développement de l'Afrique australe](#) (4,9 M USD) et d'[Electrification Financing Initiative](#) (3,5 M USD), le fonds d'investissement énergétique de l'Union européenne.

TOGO

Visite du ministre turc des affaires étrangères à Lomé

Le 20 juillet, [le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu a été reçu en audience par le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé](#). Lors de sa visite, trois accords de coopération ont été signés : (i) un protocole d'entente relatif à l'établissement d'un mécanisme de consultations politiques entre les deux pays ; (ii) un accord portant sur l'exemption de visa pour les détenteurs de passeport diplomatique et (iii) un mémorandum d'entente relatif à la coopération entre le ministère des Affaires étrangères du Togo et l'Académie diplomatique de la Turquie. En outre, sur le plan économique, le ministre a annoncé que la Turquie augmentera ses investissements au Togo dans, notamment, l'exploitation minière, l'énergie, la transformation et le conditionnement des produits agricoles, l'industrie textile et les infrastructures. Enfin, le chef de la diplomatie turque a annoncé [la décision de son gouvernement d'ouvrir très prochainement une ambassade à Lomé](#), et d'accélérer le processus de démarrage d'[une liaison aérienne entre Lomé et Ankara via Turkish Airlines](#).

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque